



FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE



AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°02 /ASMI/FEICOM/DG/2026
DU 12 MAI 2026

**POUR LA PREQUALIFICATION D'UN CABINET COMPTABLE EN VUE DE LA POURSUITE
DE L'ACCOMPAGNEMENT DU FEICOM A LA MISE EN PLACE DE LA COMPTABILITE
PATRIMONIALE AU TITRE DES EXERCICES 2023 - 2025**



Yaoundé, le

DIRECTION GENERALE / HEAD OFFICE

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N°02/ASMI/FEICOM/DG/2026 DU 12 MAI 2026
POUR LA PREQUALIFICATION D'UN CABINET COMPTABLE EN VUE DE LA POURSUITE DE
L'ACCOMPAGNEMENT DU FEICOM A LA MISE EN PLACE DE LA COMPTABILITE PATRIMONIALE AU
TITRE DES EXERCICES 2023 – 2025

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Fonds Spécial d'Équipement Spécial et d'Intervention Intercommunale en abrégé « FEICOM », Etablissement Public Administratif, instrument de développement local de l'Etat dans les Collectivités Territoriales Décentralisées, conformément au Décret n°2006/182 du 31 mai 2006 modifiant et complétant certaines dispositions du Décret n°2000/365 du 11 décembre 2000 portant organisation du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale, reçoit habilitation à servir d'intermédiaire financier au profit desdites Collectivités Territoriales Décentralisées.

Il a été érigé en Etablissement Public à caractère économique et financier par le décret 2018/635 du 31 octobre 2018 portant réorganisation du FEICOM. Il convient de relever qu'il vient modifier certaines dispositions des décrets n° 2006/182 du 31 mai 2006 et 2000/365 du 11 décembre 2000, en consacrant davantage la fonction d'intermédiation financière au profit des Collectivités Territoriales Décentralisées. Cette prérogative a incité le FEICOM à rechercher dans le cadre de la coopération Financière Internationale, des partenariats dans le but d'aider lesdites municipalités camerounaises à trouver d'autres ressources alternatives pour faire face aux problèmes de développement. Cette nouvelle fonction a amené le FEICOM à rechercher dans le cadre de la coopération Financière Internationale, des partenariats dans le but d'aider les municipalités camerounaises à trouver d'autres ressources alternatives pour faire face au problème de développement.

Plusieurs bailleurs de fonds internationaux (KFW, BAD, AFD et UE) ont ouvert des lignes de crédits au FEICOM pour les Collectivités Territoriales Décentralisées et d'autres sont en voie de le faire. A titre d'exemple, il a été signé le 04 décembre 2012, dans le cadre de la coopération germano-camerounaise, un contrat de financement du Programme de Décentralisation FEICOM-Villes Moyennes avec la KFW, la banque allemande de développement mise en application par l'ouverture au FEICOM de nouveaux guichets de financement destinés aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), et toujours avec la KFW un contrat de financement est en cours de signature pour le Programme de Développement Economique et Social des Villes Secondaires exposées aux facteurs d'instabilités. Ces bailleurs Internationaux ou institutions financières internationales exigent la bonne gouvernance et spécifiquement la gouvernance financière. Le FEICOM pour garantir à ses clients la qualité de l'information financière suivant les exigences de régularité, de conformité et de sincérité s'est engagé depuis quelques années dans un processus de fiabilisation de ses comptes. Cette activité inscrite dans le plan d'actions prioritaire du FEICOM pour le compte du triennat 2022-2024 est une étape décisive dans la mise en place amorcée du projet de la comptabilité à partie double qui est une option forte de l'organisme.

En outre, l'évolution réglementaire tant au niveau national que sous régional pour ce qui est des outils et méthodes de présentation des comptes et procédures de comptabilité générale invite les entités étatiques et leurs démembrements à migrer progressivement vers les outils et méthodes de comptabilité privée conformément aux directives CEMAC, la loi portant régime financier de l'Etat, le Cadre Budgétaire et Comptable des EPA et des recommandations du rapport d'audit du FEICOM de mai 2005. Fort de ce qu'il précède, il devient urgent de s'arrimer aux évolutions réglementaires tant au niveau national que sous régional pour ce qui est des outils et méthodes de présentation des comptes et procédures de comptabilité. Les entités étatiques et leurs démembrements étant invités à migrer progressivement vers les outils et méthodes de comptabilité privée.

Aussi, afin de s'arrimer à tous ces cadres réglementaires et dans le souci de transparence vis-à-vis de ses bailleurs de fonds et de la fiabilité de l'information comptable, le FEICOM envisage un Appel d'Offres National Restreint. A cet effet, en vue d'une sélection des cabinets pouvant l'accompagner dans la poursuite de la mise en place d'une comptabilité patrimoniale au titre des exercices 2023 à 2025, il fait publier le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'intérêt.

II. OBJET DE LA PRESTATION

Le Directeur Général du FEICOM, Maitre d'Ouvrage, lance un avis de sollicitation à manifestation d'intérêt en vue de préqualification d'un cabinet de consultants en matière comptable pour la poursuite de l'accompagnement à la mise en place d'une comptabilité patrimoniale au FEICOM.

Cet accompagnement devra impérativement aboutir à la production des états financiers de la comptabilité publique en partie double issue du Cadre budgétaire et comptable harmonisé des EPA notamment, la Balance des comptes, le Bilan, le Tableau de passage aux Comptes des Soldes Patrimoniaux, le tableau des soldes caractéristiques de gestion, le tableau d'inventaire des immobilisations et des amortissements, la fiche des stocks, selon la présentation et les taux du règlement général de la comptabilité du 7 Juillet 2020.

DS

III. NATURE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

La présente mission est contractuelle, et a pour objectif :

- ❖ L'évaluation patrimoniale de chacun des exercices 2023 à 2025 ;
- ❖ Le retraitement des pièces comptables des exercices 2023 à 2025.

La prestation se fera suivant les deux étapes ci-dessus rappelées, et détaillées ainsi qu'il suit :

Etape 1 : Evaluation du patrimoine des exercices 2023 à 2025

Le cabinet devra :

1. **Evaluation des bâtiments** : Evaluer les bâtiments du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles (confirmation des données existantes et déjà traitées) ;
2. **Evaluation du parc automobile** : Evaluer les automobiles du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;
3. **Evaluation des terrains** : Evaluer les terrains du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles (confirmation des données existantes et déjà traitées) ;
4. **Evaluation du parc informatique** : Evaluer le matériel informatique du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;
5. **Evaluation du mobilier de bureau** : Evaluer le mobilier du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;

6. **Détermination des amortissements** afférents aux immobilisations réévaluées ainsi que les dotations correspondant à chaque exercice ;
7. **Evaluation des stocks** : Evaluer les stocks du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés.

Etape 2 : Retraiter les pièces comptables des exercices 2023 à 2025.

Le cabinet devra procéder aux diligences suivantes :

1. Vérification de l'existence des pièces comptables pour chacun des exercices (2023 à 2025) dans son ensemble ;
2. Essai d'un test de vraisemblance et de cohérence entre les montants issus des masses bilancielle, du compte de gestion et du compte administratif avec les différentes pièces comptables ;
3. Détermination et justification des écarts éventuels issus du test de cohérence du point 2 ;
4. Vérification des enregistrements comptables de chaque pièce comptable dans le système ;
5. Recensement des opérations saisies dans des comptes non dédiés et leurs régularisations ;
6. Présentation de la situation des comptes issus du point 4, avant et après analyse de ces derniers ;
7. Production d'un rapport d'analyse qui résume l'ensemble des travaux effectués.

La présente mission est contractuelle, et a pour objectif :

- ❖ L'évaluation patrimoniale de chacun des exercices 2023 à 2025 ;
- ❖ Le retraitement des pièces comptables des exercices 2023 à 2025.

La prestation se fera suivant les deux étapes ci-dessus rappelées, et détaillées ainsi qu'il suit :

Etape 1 : Evaluation du patrimoine des exercices 2023 à 2025

Le cabinet devra produire les évaluations ci – après :

1. **Evaluation des bâtiments** : Evaluer les bâtiments du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles (confirmation des données existantes et déjà traitées) ;
2. **Evaluation du parc automobile** : Evaluer les automobiles du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;
3. **Evaluation des terrains** : Evaluer les terrains du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles (confirmation des données existantes et déjà traitées) ;
4. **Evaluation du parc informatique** : Evaluer le matériel informatique du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;
5. **Evaluation du mobilier de bureau** : Evaluer le mobilier du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;
6. **Détermination des amortissements** afférents aux immobilisations réévaluées ainsi que les dotations correspondant à chaque exercice ;
7. **Evaluation des stocks** : Evaluer les stocks du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés.

Etape 2 : Retraiter les pièces comptables des exercices 2023 à 2025.

Le cabinet devra procéder aux diligences suivantes :

8. Vérification de l'existence des pièces comptables pour chacun des exercices (2023 à 2025) dans son ensemble ;
9. Essai d'un test de vraisemblance et de cohérence entre les montants issus des masses bilancielle, du compte de gestion et du compte administratif avec les différentes pièces comptables ;
10. Détermination et justification des écarts éventuels issus du test de cohérence du point 2 ;
11. Vérification des enregistrements comptables de chaque pièce comptable dans le système ;
12. Recensement des opérations saisies dans des comptes non dédiés et leurs régularisations ;
13. Présentation de la situation des comptes issus du point 4, avant et après analyse de ces derniers ;

14. Production d'un rapport d'analyse qui résume l'ensemble des travaux effectués.

IV. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le présent avis de sollicitation à manifestation d'intérêt s'adresse aux Cabinets qui regroupent en leur sein au moins deux Experts inscrits à l'ONECCA et dans un Ordre Européen ou Américain.

V. CRITERES DE QUALIFICATION OU D'EVALUATION

V.1. Critères éliminatoires :

- a) Dossier administratif incomplet ;
- b) Note technique inférieure à 75% ;
- c) Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- d) Présence du CV d'un même expert dans plusieurs dossiers ;
- e) Absence de l'inscription à l'ONECCA ou dans un ordre européen ou américain.

V.2. Critères essentiels :

- a) Présentation générale de l'offre ;
- b) Références des experts pour les missions similaires ;
- c) Référence des experts dans les domaines de la migration d'un système comptable à un autre, la transposition d'une comptabilité budgétaire à une comptabilité patrimoniale.

VI. DOSSIERS ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

➤ **Pour le Dossier Administratif (enveloppe A), les pièces administratives suivantes sont requises :**

- Une lettre de manifestation d'intérêt timbrée ;
- Une expédition des actes constitutifs du cabinet (RCCM) ;
- Un certificat de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- Une copie timbrée de l'attestation d'immatriculation ;
- Une copie timbrée de l'attestation de non redevance ;
- Une attestation de non faillite délivrée par la Chambre de Commerce ou le Greffe du Tribunal du lieu du siège social de l'entreprise ;
- Une attestation de soumission CNPS datant de moins de 15 jours.

NB : Toutes les pièces fiscales devront être datées de moins de trois mois.

➤ **Pour le Dossier Technique (enveloppe B), les documents ci-dessous doivent être produits :**

Le cabinet fournira :

- a) Une présentation de la structure ;
- b) Les références de la structure.
- c) Descriptif de la méthodologie pour accomplir la mission
- d) La liste du personnel d'encadrement et de maîtrise ;
- e) Les moyens logistiques et matériels ;

Le cabinet pourra joindre à son équipe d'autres Experts en tant de besoin en fonction des compétences jugées nécessaires.

Une preuve d'existence datant d'au moins sept (7) ans.

Une note présentant l'organisation de l'équipe composée d'au moins deux (02) experts- comptables dont l'un des deux dispose indépendamment ou cumulativement des compétences suivantes : une expérience à l'internationale, une expérience dans l'accompagnement à la mise en place d'une comptabilité patrimoniale (référentiel public), une inscription au tableau de l'ONECCA et/ou à un ordre étranger.

N.B : Un accompagnement en comptabilité publique, fait dans au moins deux (2) Etablissements Public Administratif serait un avantage.

L'expert-comptable principal devra être agréé et inscrit à l'ordre. Il fournira :

- Un curriculum vitae signé et daté ;
- Une copie certifiée conforme du diplôme d'expertise comptable ;
- Une attestation de présentation de l'originale du diplôme ;
- Une attestation ou notification d'inscription aux ordres professionnels (l'ONECCA et à un ordre étranger).

L'autre expert fournira :

- Un curriculum vitae daté et signé ;
- Une copie certifiée conforme du diplôme d'expertise comptable ou équivalent ;
- Une attestation de présentation de l'originale du diplôme ;
- Une attestation ou notification d'inscription au tableau de l'ONECCA.

Deux personnels d'appui de niveau BAC+5 en comptabilité et/ou finance

- Un curriculum vitae daté et signé ;
- Une copie certifiée conforme du diplôme ;
- Une attestation de présentation de l'originale du diplôme.

Critères d'évaluation du dossier technique

Critères d'évaluation	Répartition	Points	
		Nombre	Sous total
Références du Cabinet	Expérience dans les prestations similaires (notamment mise en place d'une comptabilité patrimoniale, accompagnement à la mise en place d'une comptabilité à partie double).	6 Pts	30 Pts
	Transposition de la comptabilité budgétaire à la comptabilité patrimoniale, assistance comptable. (3 projets et 8 pts par projets)	24 Pts	
Méthodologie proposée	Description d'une méthodologie en adéquation avec les travaux attendus	10 Pts	10 Pts

Compétences et expériences des experts et du personnel proposé pour la mission	Expérience de l'expert principal (au moins 04 ans pour ce type d'activité)	4 pts	50 pts
	Diversification des compétences d'au moins un Expert-comptable à l'international (02 spécialisations et 5 pts par spécialisation)	10 Pts	
	Diplôme d'expertise comptable certifié conforme par une autorité + présentation de l'original du diplôme + C V (5 pts par diplôme présenté par les experts) ;	20 Pts	
	Diplôme de Master en comptabilité et/ou Finance + Attestation de présentation de l'original du diplôme + CV (5 pts par diplôme du personnel d'appui).		
	Une attestation ou notification d'inscription au tableau de l'ONECCA. (2 pts par expert) Attestation ou notification d'inscription à un ordre Etranger (6 pts par expert)	16 pts	
Moyens logistiques	Mobiliers de bureau (matériels informatiques et autres)	2 pts	2 pts
Présentation du dossier	Respect de l'ordre d'apparition des critères d'évaluation	5 pts	8 pts
	Insertion du sommaire	1 pt	
	Présentation générale de l'offre	2 pts	
TOTAL			100 pts

VII. DUREE DE LA MISSION

La période de la mission est sur onze (11) mois. Des ordres de service seront notifiés par l'ingénieur du marché au début de chaque étape. Les rapports provisoires seront produits et validés dans les cinq (05) jours suivant le dépôt et le rapport final devra intervenir dans les quinze (15) jours au maximum.

VIII. FINANCEMENT

Les prestations objets du présent avis de sollicitation à manifestation d'intérêt seront financées par le budget du Fond Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale, exercices 2026 et suivants.

IX. REMISE DES OFFRES

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **02 JUIN 2026** à **09 heures précises**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli fermé et scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus des références de la consultation ci-dessous dans les délais impartis :

« AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION DINTERET N° **02** /ASMI/FEICOM/CIPM/2026 DU **12 MAI 2026** POUR LA PREQUALIFICATION D'UN CABINET COMPTABLE EN VUE DE LA POURSUITE DE L'ACCOMPAGNEMENT DU FEICOM A LA MISE EN PLACE DE LA COMPTABILITE PATRIMONIALE AU TITRE DES EXERCICES 2023 - 2025 ».

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

X. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés et Approvisionnements du FEICOM : Tél : (237) 222 235 164, Poste 217, Porte 11, BP : 718 YAOUNDE, FEICOM, 381 Rue 4.561, MIMBOMAN YDE 4^{ème}, Fax : (237) 222 23 17 59.

Fait à Yaoundé, le **12 MAI 2026**
LE DIRECTEUR GENERAL,
MAITRE D'OUVRAGE,

AMPLIATIONS :

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- AFFICHAGE (pour information) ;
- Chromos/Archives.



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE



FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE



NOTICE OF EXPRESSION OF INTEREST No. 02/ASM/FEICOM/DG/2026 of 12 MAI 2026
**FOR THE PREQUALIFICATION OF AN ACCOUNTING FIRM WITH A VIEW TO CONTINUING
FEICOM'S SUPPORT IN THE IMPLEMENTATION OF ACCRUAL-BASED ACCOUNTING FOR
THE FISCAL YEARS 2023–2025**



Yaoundé, le

DIRECTION GENERALE / HEAD OFFICE

NOTICE OF EXPRESSION OF INTEREST N° 02 /ASMI/FEICOM/DG/2026 DU
12 MAI 2026 **FOR THE RECRUITMENT OF AN INSURANCE BROKER TO SUPPORT**
FEICOM IN MANAGING ITS HEALTH INSURANCE POLICY FOR A PERIOD OF THIRTY-SIX (36)
MONTHS

I. CONTEXT AND JUSTIFICATION

The Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), As an Administrative Public Establishment, serving as a local development instrument of the State within the Decentralized Local Authorities, and in accordance with Decree No. 2006/182 of 31 May 2006 amending and supplementing certain provisions of Decree No. 2000/365 of 11 December 2000 on the organization of the Special Fund for Equipment and Inter-Municipal Intervention, FEICOM is authorized to act as a financial intermediary on behalf of said Decentralized Local Authorities.

It was established as a Public Establishment of an economic and financial nature by Decree No. 2018/635 of 31 October 2018 reorganizing FEICOM. This decree amended certain provisions of Decrees No. 2006/182 of 31 May 2006 and No. 2000/365 of 11 December 2000, further consolidating FEICOM's role as a financial intermediary for the benefit of the Decentralized Local Authorities. This prerogative has led FEICOM, within the framework of International Financial Cooperation, to seek partnerships aimed at helping Cameroonian municipalities to mobilize alternative resources to address development challenges.

Several international donors (KfW, AfDB, AFD, and the EU) have opened credit lines to FEICOM for the Decentralized Local Authorities, with others in the process of doing so. For example, on 4 December 2012, within the framework of German-Cameroonian cooperation, a financing agreement was signed for the FEICOM–Medium-Sized Cities Decentralization Program with KfW, the German development bank, implemented through the opening of new financing windows at FEICOM for the Decentralized Local Authorities. Furthermore, another financing agreement with KfW is currently being finalized for the Economic and Social Development Program of Secondary Cities exposed to instability factors.

These international donors and financial institutions require good governance, and specifically financial governance. To guarantee its clients the quality of financial information in terms of regularity, compliance, and reliability, FEICOM has, for several years, engaged in a process of strengthening the credibility of its accounts. This activity, included in FEICOM's priority action plan for the 2022–2024 triennium, represents a decisive step in the progressive implementation of the double-entry accounting project, which is a major strategic option of the institution.

Furthermore, regulatory developments at both the national and sub-regional levels regarding the tools and methods for presenting accounts and general accounting procedures require state entities and their branches to progressively migrate towards private accounting tools and methods, in accordance with the CEMAC directives, the Law on the Financial Regime of the State, the Budgetary and Accounting Framework for Public Administrative Establishments (EPA), and the recommendations of FEICOM's audit report of May 2005. In light of the foregoing, it has become urgent to align with these regulatory developments at both the national and sub-regional levels concerning the tools and methods for presenting accounts and accounting procedures, with state entities and their branches being invited to progressively adopt private accounting tools and methods.

Therefore, in order to comply with all these regulatory frameworks and in the interest of transparency towards its donors and the reliability of accounting information, FEICOM is launching a Restricted National Invitation to Tender. To this end, with a view to selecting firms capable of supporting it in the continuation of the implementation of accrual-based accounting for the fiscal years 2023 to 2025, FEICOM hereby publishes this Notice of Call for Expressions of Interest

II. OBJECTIVE OF THE SERVICE

The Director General of FEICOM, as Contracting Authority, hereby issues a Notice of Call for Expressions of Interest for the prequalification of an accounting consultancy firm to continue supporting the implementation of accrual-based accounting at FEICOM.

This support must imperatively result in the production of the financial statements of public accounting in double-entry form, as defined in the harmonized budgetary and accounting framework for Public Administrative Establishments (EPA), namely: the Trial Balance, the Balance Sheet, the Statement of Reconciliation of Patrimonial Balances, the Statement of Characteristic Management Balances, the Inventory of Fixed Assets and Depreciation, and the Stock Ledger, in accordance with the presentation and rates set out in the General Accounting Regulations of 7 July 2020..

III. NATURE AND SCOPE OF THE SERVICES

The present assignment is contractual and aims to:

- ❖ Carry out the patrimonial evaluation of each of the fiscal years 2023 to 2025;
- ❖ Reprocess the accounting records of the fiscal years 2023 to 2025.

La prestation se fera suivant les deux étapes ci-dessus rappelées, et détaillées ainsi qu'il suit :

Step 1: Evaluation of Assets for the fiscal years 2023 to 2025 The consulting firm shall:

1. **Evaluation of buildings:** Assess FEICOM's buildings in order to obtain the accounting values for the fiscal years concerned and their current values (confirmation of existing and already processed data);
2. **Evaluation of the vehicle fleet:** Assess FEICOM's automobiles in order to obtain the accounting values for the fiscal years concerned and their current values;
3. **Evaluation of land:** Assess FEICOM's land holdings in order to obtain the accounting values for the fiscal years concerned and their current values (confirmation of existing and already processed data);
4. **Evaluation of the IT equipment:** Assess FEICOM's computer equipment in order to obtain the accounting values for the fiscal years concerned and their current values;
5. **Evaluation of office furniture:** Assess FEICOM's furniture in order to obtain the accounting values for the fiscal years concerned and their current values;
6. **Determine the depreciation relating** to the revalued fixed assets as well as the allocations corresponding to each fiscal year;
7. **Evaluation of inventories:** Assess FEICOM's stocks in order to obtain the accounting values for the fiscal years concerned

Step 2: Reprocessing of accounting records for the fiscal years 2023 to 2025

The consulting firm shall carry out the following tasks:

8. Verify the existence of accounting records for each fiscal year (2023 to 2025) in their entirety;

9. Perform plausibility and consistency tests between the amounts derived from the balance sheet aggregates, the management account, and the administrative account with the various accounting records;
10. Determine and justify any discrepancies resulting from the consistency test in point 2;
11. Verify the accounting entries of each accounting record in the system;
12. Identify transactions recorded in non-dedicated accounts and regularize them;
13. Present the status of accounts resulting from point 4, before and after analysis;
14. Produce an analytical report summarizing all the work performed.

IV. Conditions of Participation

This Notice of Call for Expressions of Interest is addressed to firms that include at least two Experts registered with ONECCA and with a European or American professional body.

V. Qualification or Evaluation Criteria

V.1. Disqualifying criteria:

- a) Incomplete administrative file;
- b) Technical score below 75%;
- c) False declaration or falsified documents;
- d) Presence of the CV of the same expert in several submissions;
- e) Absence of registration with ONECCA or with a European or American professional body.

V.2. Essential criteria:

- a) General presentation of the bid;
- b) References of the experts for similar assignments;
- c) References of the experts in the fields of migrating from one accounting system to another, and in the transition from budgetary accounting to accrual-based accounting.

VI. Administrative and Technical Files

- For the Administrative File (Envelope A), the following administrative documents are required:

- A stamped letter of expression of interest;
- A certified copy of the firm's constitutive acts (RCCM);
- A certificate of non-exclusion from public procurement issued by ARMP;
- A stamped copy of the registration certificate;
- A stamped copy of the tax clearance certificate;
- A certificate of non-bankruptcy issued by the Chamber of Commerce or the Registry of the Court of the company's registered office;
- A CNPS submission certificate dated less than fifteen (15) days.

NB: All tax documents must be dated less than three months.

- For the Technical File (Envelope B), the following documents must be provided:

The firm shall submit:

- a) A presentation of the structure;
- b) References of the structure;
- c) A description of the methodology for carrying out the assignment;
- d) The list of supervisory and management staff;
- e) The logistical and material resources.

The firm may, as needed, add other Experts to its team depending on the competencies deemed necessary.

Proof of existence dating back at least seven (7) years.

A note presenting the organization of the team composed of at least two (02) chartered accountants, one of whom must independently or cumulatively possess the following competencies: international experience, experience in supporting the implementation of accrual-based accounting (public framework), and registration with ONECCA and/or a foreign professional body

****N.B.: Experience in supporting public accounting in at least two (2) Public Administrative Establishments would be an advantage.**

The lead chartered accountant must be accredited and registered with the professional body. He/She shall provide:

- A signed and dated curriculum vitae;
- A certified copy of the chartered accountancy diploma;
- A certificate attesting to the presentation of the original diploma;
- A certificate or notification of registration with professional bodies.

The second expert shall provide:

- A signed and dated curriculum vitae;
- A certified copy of the chartered accountancy diploma or equivalent;
- A certificate attesting to the presentation of the original diploma;
- A certificate or notification of registration with ONECCA.

Two support staff with a Master's degree (BAC+5) in accounting and/or finance shall provide:

- A signed and dated curriculum vitae;
- A certified copy of the diploma;
- A certificate attesting to the presentation of the original diploma.

VI. Evaluation Criteria for the Technical File

Evaluation Criteria	Breakdown	Points	
		Number	Subtotal
Firm's References	Experience in similar assignments (notably the implementation of accrual-based accounting, and support in the implementation of double-entry accounting)	6 Pts	30 Pts
	Transposition from budgetary accounting to accrual-based accounting, accounting assistance. (3 projects, 8 points per project)	24 Pts	
Proposed Methodology	Description of a methodology consistent with the expected work	10 Pts	10 Pts
Competencies and experience of the experts and staff proposed for the assignment	Experience of the lead expert (at least 4 years in this type of activity)	4 pts	50 pts

	Diversification of the competencies of at least one chartered accountant at the international level (2 specializations, 5 points per specialization)	10 Pts	
	***Certified chartered accountancy diploma validated by a competent authority + presentation of the original diploma + CV (5 points per diploma presented by the experts); Master's degree in accounting and/or finance + certificate attesting to the presentation of the original diploma + CV (5 points per diploma of the support staff)	20 Pts	
	Certificate or notification of registration on the roll of ONECCA. (2 points per expert) Certificate or notification of registration with a foreign professional order. (6 points per expert)	16 pts	
Logistic means	Office furniture (IT equipment and others)	2 pts	2 pts
File presentation	Compliance with the order of appearance of the evaluation criteria	5 pts	8 pts
	Insertion of the table of contents	1 pt	
	General presentation of the offer	2 pts	
TOTAL			100 s

VII. DURATION OF THE MISSION

The duration of the assignment is eleven (11) months. Service orders will be issued by the project engineer at the beginning of each stage. Draft reports shall be produced and validated within five (05) days following submission, and the final report shall be delivered within a maximum of fifteen (15) days.

VIII. FUNDING

The services covered by this notice of call for expressions of interest will be financed by the budget of the Special Fund for Equipment and Intermunicipal Intervention, fiscal year 2026 and subsequent years.:

IX. SUBMISSION OF FILES AND EVALUATION OF BIDS

"Each offer, drafted in French or English, must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than ~~12 JUN 2020~~ at exactly 09:00 a.m. A backup copy of the offer, saved on a USB key or CD/DVD, must also be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy,' together with the consultation references indicated below, within the prescribed deadline.

NOTICE OF EXPRESSION OF INTEREST No. ~~02~~ /ASMI/FEICOM/DG/2026 of ~~12 JUN 2020~~ **12 MAI 2026** FOR THE RECRUITMENT OF AN INSURANCE BROKER TO SUPPORT FEICOM IN MANAGING ITS HEALTH INSURANCE POLICY FOR A PERIOD OF THIRTY-SIX (36) MONTHS

"To be opened only during the bid opening session"

NB: File size and format

The maximum sizes of the documents to be uploaded on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;

- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The bidder shall ensure the use of compression software, where necessary, to reduce the size of the files to be transmitted.

X. ADDITIONAL INFORMATION

Further technical information can be obtained during business hours from the FEICOM Procurement and Supply Department: Tél : (237) 222 235 164, Poste 217, Porte 11, BP : 718 YAOUNDE, FEICOM, 381 Rue 4.561, MIMBOMAN YDE 4^{ème}, Fax : (237) 222 23 17 59.

Done in Yaoundé, on the **12 MAI 2026**
The **GENERAL MANAGER,**
PROJECT MANAGER,

COPIES TO:

- MINMAP;
- ARMP (for publication and archiving);
- Posting (for information);
- Chromos/Archives."



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE





FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE



NOTICE OF EXPRESSION OF INTEREST No. 02./ASM/FEICOM/DG/2026 of 12 MAI 2026
FOR THE PREQUALIFICATION OF AN ACCOUNTING FIRM WITH A VIEW TO CONTINUING FEICOM'S SUPPORT IN THE IMPLEMENTATION OF ACCRUAL-BASED ACCOUNTING FOR THE FISCAL YEARS 2023–2025



Yaoundé, le

DIRECTION GENERALE / HEAD OFFICE



NOTICE OF EXPRESSION OF INTEREST N° 02 /ASMI/FEICOM/DG/2026 DU
12 MAI 2026 FOR THE RECRUITMENT OF AN INSURANCE BROKER TO SUPPORT
FEICOM IN MANAGING ITS HEALTH INSURANCE POLICY FOR A PERIOD OF THIRTY-SIX (36)
MONTHS

I. CONTEXT AND JUSTIFICATION

The Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), As an Administrative Public Establishment, serving as a local development instrument of the State within the Decentralized Local Authorities, and in accordance with Decree No. 2006/182 of 31 May 2006 amending and supplementing certain provisions of Decree No. 2000/365 of 11 December 2000 on the organization of the Special Fund for Equipment and Inter-Municipal Intervention, FEICOM is authorized to act as a financial intermediary on behalf of said Decentralized Local Authorities.

It was established as a Public Establishment of an economic and financial nature by Decree No. 2018/635 of 31 October 2018 reorganizing FEICOM. This decree amended certain provisions of Decrees No. 2006/182 of 31 May 2006 and No. 2000/365 of 11 December 2000, further consolidating FEICOM's role as a financial intermediary for the benefit of the Decentralized Local Authorities. This prerogative has led FEICOM, within the framework of International Financial Cooperation, to seek partnerships aimed at helping Cameroonian municipalities to mobilize alternative resources to address development challenges.

Several international donors (KfW, AfDB, AFD, and the EU) have opened credit lines to FEICOM for the Decentralized Local Authorities, with others in the process of doing so. For example, on 4 December 2012, within the framework of German-Cameroonian cooperation, a financing agreement was signed for the FEICOM–Medium-Sized Cities Decentralization Program with KfW, the German development bank, implemented through the opening of new financing windows at FEICOM for the Decentralized Local Authorities. Furthermore, another financing agreement with KfW is currently being finalized for the Economic and Social Development Program of Secondary Cities exposed to instability factors.

These international donors and financial institutions require good governance, and specifically financial governance. To guarantee its clients the quality of financial information in terms of regularity, compliance, and reliability, FEICOM has, for several years, engaged in a process of strengthening the credibility of its accounts. This activity, included in FEICOM's priority action plan for the 2022–2024 triennium, represents a decisive step in the progressive implementation of the double-entry accounting project, which is a major strategic option of the institution.

Furthermore, regulatory developments at both the national and sub-regional levels regarding the tools and methods for presenting accounts and general accounting procedures require state entities and their branches to progressively migrate towards private accounting tools and methods, in accordance with the CEMAC directives, the Law on the Financial Regime of the State, the Budgetary and Accounting Framework for Public Administrative Establishments (EPA), and the recommendations of FEICOM's audit report of May 2005. In light of the foregoing, it has become urgent to align with these regulatory developments at both the national and sub-regional levels concerning the tools and methods for presenting accounts and accounting procedures, with state entities and their branches being invited to progressively adopt private accounting tools and methods.

Therefore, in order to comply with all these regulatory frameworks and in the interest of transparency towards its donors and the reliability of accounting information, FEICOM is launching a Restricted National Invitation to Tender. To this end, with a view to selecting firms capable of supporting it in the continuation of the implementation of accrual-based accounting for the fiscal years 2023 to 2025, FEICOM hereby publishes this Notice of Call for Expressions of Interest

II. OBJECTIVE OF THE SERVICE

The Director General of FEICOM, as Contracting Authority, hereby issues a Notice of Call for Expressions of Interest for the prequalification of an accounting consultancy firm to continue supporting the implementation of accrual-based accounting at FEICOM.

This support must imperatively result in the production of the financial statements of public accounting in double-entry form, as defined in the harmonized budgetary and accounting framework for Public Administrative Establishments (EPA), namely: the Trial Balance, the Balance Sheet, the Statement of Reconciliation of Patrimonial Balances, the Statement of Characteristic Management Balances, the Inventory of Fixed Assets and Depreciation, and the Stock Ledger, in accordance with the presentation and rates set out in the General Accounting Regulations of 7 July 2020..

III. NATURE AND SCOPE OF THE SERVICES

The present assignment is contractual and aims to:

- ❖ Carry out the patrimonial evaluation of each of the fiscal years 2023 to 2025;
- ❖ Reprocess the accounting records of the fiscal years 2023 to 2025.

La prestation se fera suivant les deux étapes ci-dessus rappelées, et détaillées ainsi qu'il suit :

Step 1: Evaluation of Assets for the fiscal years 2023 to 2025 The consulting firm shall:

1. **Evaluation of buildings:** Assess FEICOM's buildings in order to obtain the accounting values for the fiscal years concerned and their current values (confirmation of existing and already processed data);
2. **Evaluation of the vehicle fleet:** Assess FEICOM's automobiles in order to obtain the accounting values for the fiscal years concerned and their current values;
3. **Evaluation of land:** Assess FEICOM's land holdings in order to obtain the accounting values for the fiscal years concerned and their current values (confirmation of existing and already processed data);
4. **Evaluation of the IT equipment:** Assess FEICOM's computer equipment in order to obtain the accounting values for the fiscal years concerned and their current values;
5. **Evaluation of office furniture:** Assess FEICOM's furniture in order to obtain the accounting values for the fiscal years concerned and their current values;
6. **Determine the depreciation relating** to the revalued fixed assets as well as the allocations corresponding to each fiscal year;
7. **Evaluation of inventories:** Assess FEICOM's stocks in order to obtain the accounting values for the fiscal years concerned

Step 2: Reprocessing of accounting records for the fiscal years 2023 to 2025

The consulting firm shall carry out the following tasks:

8. Verify the existence of accounting records for each fiscal year (2023 to 2025) in their entirety;

9. Perform plausibility and consistency tests between the amounts derived from the balance sheet aggregates, the management account, and the administrative account with the various accounting records;
10. Determine and justify any discrepancies resulting from the consistency test in point 2;
11. Verify the accounting entries of each accounting record in the system;
12. Identify transactions recorded in non-dedicated accounts and regularize them;
13. Present the status of accounts resulting from point 4, before and after analysis;
14. Produce an analytical report summarizing all the work performed.

IV. Conditions of Participation

This Notice of Call for Expressions of Interest is addressed to firms that include at least two Experts registered with ONECCA and with a European or American professional body.

V. Qualification or Evaluation Criteria

V.1. Disqualifying criteria:

- a) Incomplete administrative file;
- b) Technical score below 75%;
- c) False declaration or falsified documents;
- d) Presence of the CV of the same expert in several submissions;
- e) Absence of registration with ONECCA or with a European or American professional body.

V.2. Essential criteria:

- a) General presentation of the bid;
- b) References of the experts for similar assignments;
- c) References of the experts in the fields of migrating from one accounting system to another, and in the transition from budgetary accounting to accrual-based accounting.

VI. Administrative and Technical Files

➤ For the Administrative File (Envelope A), the following administrative documents are required:

- A stamped letter of expression of interest;
- A certified copy of the firm's constitutive acts (RCCM);
- A certificate of non-exclusion from public procurement issued by ARMP;
- A stamped copy of the registration certificate;
- A stamped copy of the tax clearance certificate;
- A certificate of non-bankruptcy issued by the Chamber of Commerce or the Registry of the Court of the company's registered office;
- A CNPS submission certificate dated less than fifteen (15) days.

NB: All tax documents must be dated less than three months.

➤ For the Technical File (Envelope B), the following documents must be provided:

The firm shall submit:

- a) A presentation of the structure;
- b) References of the structure;
- c) A description of the methodology for carrying out the assignment;
- d) The list of supervisory and management staff;
- e) The logistical and material resources.

The firm may, as needed, add other Experts to its team depending on the competencies deemed necessary.

Proof of existence dating back at least seven (7) years.

A note presenting the organization of the team composed of at least two (02) chartered accountants, one of whom must independently or cumulatively possess the following competencies: international experience, experience in supporting the implementation of accrual-based accounting (public framework), and registration with ONECCA and/or a foreign professional body

*****N.B.: Experience in supporting public accounting in at least two (2) Public Administrative Establishments would be an advantage.**

The lead chartered accountant must be accredited and registered with the professional body. He/She shall provide:

- A signed and dated curriculum vitae;
- A certified copy of the chartered accountancy diploma;
- A certificate attesting to the presentation of the original diploma;
- A certificate or notification of registration with professional bodies.

The second expert shall provide:

- A signed and dated curriculum vitae;
- A certified copy of the chartered accountancy diploma or equivalent;
- A certificate attesting to the presentation of the original diploma;
- A certificate or notification of registration with ONECCA.

Two support staff with a Master's degree (BAC+5) in accounting and/or finance shall provide:

- A signed and dated curriculum vitae;
- A certified copy of the diploma;
- A certificate attesting to the presentation of the original diploma.

VI. Evaluation Criteria for the Technical File

Evaluation Criteria	Breakdown	Points	
		Number	Subtotal
Firm's References	Experience in similar assignments (notably the implementation of accrual-based accounting, and support in the implementation of double-entry accounting)	6 Pts	30 Pts
	Transposition from budgetary accounting to accrual-based accounting, accounting assistance. (3 projects, 8 points per project)	24 Pts	
Proposed Methodology	Description of a methodology consistent with the expected work	10 Pts	10 Pts
Competencies and experience of the experts and staff proposed for the assignment	Experience of the lead expert (at least 4 years in this type of activity)	4 pts	50 pts

	Diversification of the competencies of at least one chartered accountant at the international level (2 specializations, 5 points per specialization)	10 Pts	
	**"Certified chartered accountancy diploma validated by a competent authority + presentation of the original diploma + CV (5 points per diploma presented by the experts); Master's degree in accounting and/or finance + certificate attesting to the presentation of the original diploma + CV (5 points per diploma of the support staff)	20 Pts	
	Certificate or notification of registration on the roll of ONECCA. (2 points per expert) Certificate or notification of registration with a foreign professional order. (6 points per expert)	16 pts	
Logistic means	Office furniture (IT equipment and others)	2 pts	2 pts
File presentation	Compliance with the order of appearance of the evaluation criteria	5 pts	8 pts
	Insertion of the table of contents	1 pt	
	General presentation of the offer	2 pts	
TOTAL			100 s

VII. DURATION OF THE MISSION

The duration of the assignment is eleven (11) months. Service orders will be issued by the project engineer at the beginning of each stage. Draft reports shall be produced and validated within five (05) days following submission, and the final report shall be delivered within a maximum of fifteen (15) days.

VIII. FUNDING

The services covered by this notice of call for expressions of interest will be financed by the budget of the Special Fund for Equipment and Intermunicipal Intervention, fiscal year 2026 and subsequent years.:

IX. SUBMISSION OF FILES AND EVALUATION OF BIDS

"Each offer, drafted in French or English, must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **1.2. JUIN 2026** at exactly 09:00 a.m. A backup copy of the offer, saved on a USB key or CD/DVD, must also be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy,' together with the consultation references indicated below, within the prescribed deadline.

NOTICE OF EXPRESSION OF INTEREST No. **02/ASMI/FEICOM/DG/2026 of **12 MAI 2026****
FOR THE RECRUITMENT OF AN INSURANCE BROKER TO SUPPORT FEICOM IN MANAGING ITS
HEALTH INSURANCE POLICY FOR A PERIOD OF THIRTY-SIX (36) MONTHS
 "To be opened only during the bid opening session"

NB: File size and format

The maximum sizes of the documents to be uploaded on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;

- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The bidder shall ensure the use of compression software, where necessary, to reduce the size of the files to be transmitted.

X. ADDITIONAL INFORMATION

Further technical information can be obtained during business hours from the FEICOM Procurement and Supply Department: Tél : (237) 222 235 164, Poste 217, Porte 11, BP : 718 YAOUNDE, FEICOM, 381 Rue 4.561, MIMBOMAN YDE 4^{ème}, Fax : (237) 222 23 17 59.

Done in Yaoundé, on the **12 MAI 2026**
The **GENERAL MANAGER,**
PROJECT MANAGER,

COPIES TO:

- MINMAP;
- ARMP (for publication and archiving);
- Posting (for information);
- Chromos/Archives."



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE

